

« Il n'y a que la foi qui sauve ! »

Pour ceux qui sont adeptes de la théorie des catastrophes, il est clair que l'été 2007 peut à lui seul contribuer à nourrir les thèses les plus sombres. Prenons les principaux événements relatés par la presse en sus du feuilleton iranien: Au Pakistan, l'attaque de la mosquée rouge à Islamabad, qui a déstabilisé Musharraf, laisse toujours planer l'hypothèse d'une prise de pouvoir à brèves échéances par un régime islamiste. Ceci n'est pas sans conséquence dans un pays à majorité sunnite, très fragile politiquement et détenteur de l'arme nucléaire. Le tsunami boursier, généré par la crise des « *subprime* » a pour sa part mis en difficulté une partie significative du système bancaire occidental. Elle a contribué indirectement à réaffirmer la montée en puissance des investisseurs asiatiques sur les pays émergents. Bien entendu, le malheur des uns fait toujours le bonheur des autres, mais il y a derrière cette nouvelle secousse boursière la révélation de fragilités importantes au sein de nos économies (dont la croissance est plus sous-tendue par des opérations de spéculations sur les marchés de l'immobilier que par un développement de nos entreprises). Certes il s'agit de l'éclatement attendu et salutaire d'une bulle spéculative américaine, mais elle ne fait que renforcer à nos dépens le déplacement des centres de gravité de la croissance mondiale sur les nouvelles zones de création de richesse que sont devenues l'Asie et le Pacifique. Quant aux cyclones dévastateurs sur les Caraïbes, les moussons mortelles sur l'Asie du sud-est et les typhons spectaculaires sur le Japon ils sont là pour nous rappeler que la nature reprend toujours ses droits là où les hommes la défient ou la négligent. Que dire de l'éventuelle dislocation de la Belgique au sein d'une Europe en recherche d'unité et de projets communs. Là aussi nous frôlons la confusion. Nous pourrions ajouter à cette liste la montée en puissance de la pression islamique au Maroc au moment où toutes nos élites ne jurent que par les enchantements nocturnes de Marrakech... L'inconcevable n'étant pas impensable, il y a sur tous ces signaux forts de véritables réflexions de fond à mener si nous ne voulons pas subir les dérivées négatives de ces dynamiques plus ou moins meurtrières.

Pourtant, chaque fois nous assistons à la même rengaine. Dans l'analyse post crise tout le monde savait que « cela pouvait en effet se produire », mais surtout que « cela allait arriver ». Personne ne savait quand et comment, mais tout le monde, sans pour autant être fataliste,

avait quelque part l'intuition que c'était inéluctable... Les signaux précurseurs étaient là. Comme pour un séisme, les balises ont fonctionné à temps, elles ont déclenché les mécanismes d'alerte qui ont permis de gagner, selon les cas, quelques heures ou semaines et se prémunir du pire. Néanmoins ces processus de prévention n'ont pas empêché pour autant les affrontements à Islamabad, l'effondrement des marchés, les inondations des rivages... Ils ont permis de limiter les dégâts et d'endiguer les risques collatéraux, surtout pour nos économies.

Pour autant la seule crise des « *subprime* » nous a coûté en quelques jours beaucoup plus que la guerre d'Irak. Désormais, elle rivalise sournoisement avec le sinistre Katrina, qui reste le désastre le plus coûteux pour le monde occidental au regard des assureurs. Mais pour la plupart des dirigeants ce réajustement boursier et financier n'est pas si grave, il ne nous coûtera finalement que quelques dixièmes de taux de croissance (et pour la France un peu plus d'endettement voire de surcoût financier pour l'Etat afin de payer les intérêts si les taux montent...). Pour les autres sujets, la vie humaine n'ayant pas le même prix sur les autres continents que chez nous, nul ne connaît réellement le coût réel du maintien de Musharraf au pouvoir. « *Face au risque nucléaire qui pèse sur cette région du monde, cela n'a pas de prix...* » m'avouait cyniquement un diplomate.

Face à ces aléas géostratégiques, il m'est souvent demandé s'il existe quelque part, du fait de la modernité de nos sociétés, une capacité de régulation qui permettrait en fait de maîtriser tous ces mouvements erratiques de notre humanité : une sorte de « main invisible » qui ne serait pas uniquement celle des marchés mais d'organisations ou de réseaux politiques capables de corriger ou de redresser les situations. Si certains le prétendent ou y croient, je suis pour ma part de moins en moins convaincu de la toute-puissance et encore moins de la pertinence de ces plates-formes internationales dites de concertation, de régulation, d'arbitrage. Les discussions quotidiennes autour de l'efficacité, voire de la légitimité, d'instruments comme l'ONU, la Banque Mondiale, le FMI en sont l'illustration. La crise des « *subprime* » a bien révélé la limite du système. On y accuse à posteriori les agences de notation, les mêmes que les systèmes financiers ont laissé s'installer afin de mieux masquer leurs opérations de spéculation. Où est la poule, où est l'œuf ? Tous les outils de type « Bâle II » se sont révélés là aussi encore plus indispensables pour générer à l'issue de la crise encore plus de « transparence » (nouveau mot à la mode), mais totalement impuissants face aux soubresauts des marchés. Quand au rôle des banques centrales, il n'y a

finalement que la planche à billet américaine qui s'est révélée efficace en évitant un krach général, ce qui n'est pas forcément une bonne nouvelle à moyen-terme. Comment se fait-il que nous soyons, non pas aussi imprévoyants, mais inconséquents ? Après avoir tant joué avec le feu: qu'il s'agisse des instruments financiers, du terrorisme islamique ou de l'urbanisation sauvage sur des zones à risques majeurs, pourquoi jouer les candides quand nous sommes à l'origine des catastrophes en question.

Pourtant nos sociétés regorgent de méthodes et de moyens pour évaluer les risques de tous niveaux et de toute nature. Il est vrai que nous avons l'impression d'être dans des environnements de plus en plus sécurisés, du moins assurés si ce n'est aseptisés. Cela n'empêche pas pour autant l'être humain de fonctionner en premier lieu avec ses pulsions, ses croyances et ses émotions mais aussi ses intérêts basiques, ce que l'on oublie souvent dans l'analyse des risques. Quelque part, il y a en amont de ces crises géopolitiques ou naturelles des explications qui sont d'abord de ce niveau élémentaire et qui n'ont rien à voir avec de pseudo grandes régulations maîtrisées et rationnelles. Pour illustrer le propos, il n'y a rien de mieux que l'épreuve des faits sur le terrain. Prenons l'exemple d'un évènement qui s'est déroulé en Israël, le vendredi 10 août 2007, du côté de la porte de Jaffa à Jérusalem. Alors que la journée s'annonçait belle et sereine, un jeune palestinien monte le ton face à un vigile armé d'une Yeshiva, ces écoles intégristes des ultra-orthodoxes juifs. Le quartier se trouve alors pris sous des échanges de tirs entre les intéressés ; résultat : Un mort (le palestinien), et huit blessés (essentiellement des chrétiens). Très vite dans cette ville emblématique, où la paix est impossible et la guerre toujours probable, l'émotion monte à son zénith et la rumeur court les souks. Quelques heures plus tard les journaux israéliens parlent d'un « *attentat terroriste* », les médias de Cisjordanie et de Gaza invoquent de leur côté « *le martyr* » de l'un des leurs, la presse internationale fait référence à cette crise politique israélienne « *qui gèle le processus de paix* »etc. Les mécanismes propres aux croyances des uns et des autres sont activés pour sublimer et renforcer la tension. L'ensemble des « éléments de langage » se mettent en boucle et génèrent des effets de Larsen qui rendent la situation confuse et illisible. En fait la réalité est autre et c'est l'arménien du quartier chrétien résidant dans le quartier musulman, qui ne figure pas dans les analyses du risque en question (et qui a eu la plupart des blessés parmi les siens), qui me donne l'explication de cet affrontement: Les ultra-orthodoxes juifs font pression depuis longtemps sur les autres communautés pour récupérer ici une maison, ici un magasin afin d'étendre le quartier juif au sein de Jérusalem. Ce palestinien excédé par

ce contexte a monté le ton et la folie meurtrière a pris le dessus sur la raison. Tout ceci n'a rien à voir avec le Djihad proféré par les uns ou une attaque terroriste contre Israël ou Tsahal tel que cela a pu être relaté par les autres. C'est tout simplement à la base une affaire d'hommes avec des conflits d'intérêts basiques dignes de Caïn et d'Abel pour quelques m², un peu de dignité et une parcelle d'identité qui se comprend et peut se justifier quel que soit le bord incriminé ou concerné.

Face à cet aveuglement et cette agitation, que je retrouve dans maintes situation de crise, un père de l'église catholique romaine, résidant à Jérusalem, me rappelle que dans cette ville : « *l'histoire de Dieu n'est pas celle des hommes* ». Il ajoute : « *Finally les contrats que nous passons entre nous sont infiniment plus fragiles et éphémères que l'alliance que Dieu a nouée au fil du temps avec son peuple* ». La veille de cet évènement marginal et sans importance géostratégique, le Cardinal Lustiger nous quittait. Les parisiens célébraient le juif converti au catholicisme qui « *parlait d'abord la langue de l'humanité ensuite celle de l'église...* ». J'étais quelque part rassuré de savoir que nous avons encore des hommes de bonne volonté capables de transcender l'arrogance de nos organisations et la sottise humaine pour rapprocher l'homme de cette alliance salutaire. Le lendemain la presse égyptienne me replongeait dans l'expectative et la consternation avec la condamnation d'apostasie, par certains imams, de Mohammed Regazi, un musulman de 25 ans converti au catholicisme, qui voulait officialiser son changement de religion sur ses papiers d'identité. Pourquoi tant de haines, tant d'aberrations, de confrontations là où la raison devrait nous conduire à plus de concertation, de convergences ou dialogues ? Pourquoi faut-il finalement que cette alliance soit-elle toujours autant éprouvée depuis des millénaires ? Pourquoi les philosophies rationalistes et les religions monothéistes n'arrivent-elles pas à faire émerger cet « *amour* » dont elles parlent tant et qui serait la recette miracle pour réduire tous les risques et aboutir à une certaine sagesse ?

Le père, au cours de notre dialogie, me donne cette réponse qui ne peut qu'ébranler toutes les méthodes les plus éprouvées en matière de « *risk-management* » : « *Il n'y a que la foi qui sauve ! Là est la clé de l'alliance et sans cette conviction il ne peut pas y avoir d'amour salutaire et salvateur !* ». Nous sommes là très loin des standards, des certifications, des procédures en tout genre qui bordent chacun de nos gestes, de nos pensées, de nos actes. Face aux risques, du fait de nos cultures positivistes et matérialistes, nous cherchons des voies de résolution technique derrière des procédures très éprouvées et complexes,

alors qu'il nous faudrait avoir des convictions fortes pour nous engager dans des cheminements vitaux. Cela n'empêche pas d'avoir des méthodes pour réduire l'intensité des risques vis-à-vis desquels nous avons une certaine visibilité et connaissance. Mais face aux risques majeurs, à l'aberration, à l'inconcevable, lorsque l'analyse et les événements sortent des cadres il n'y a pas d'autre issue que de renouer avec des convictions et des initiatives audacieuses. Ne nous leurrions pas, dans ces situations les plans sont pulvérisés instantanément et les check-lists ne servent plus à rien, l'important est d'avoir l'aptitude de pouvoir tout réécrire dès la première heure. Ce type d'aptitude n'est pas un savoir : c'est avant tout une alchimie faite d'humilité, de courage et de foi. Dans le premier cas nous essayons de convertir de la désespérance avec des instruments alors que dans le second cas nous ne sommes que les apôtres de l'espérance. Essayez de convertir un comité directeur ou un gouvernement à cette idée, c'est sûrement la chose la plus délicate et la plus difficile tant la croyance dans les standards, les plans, les check-lists, les agences de notation et les plates-formes de régulation est forte. Il en était de même à la Nouvelle-Orléans vis-à-vis des digues et des procédures avant Katrina. Tout le monde connaît désormais la suite du scénario.

Mais si Dieu est dans l'alliance (et pour nos sociétés matérialistes et technocratiques : dans les plans), le Diable est lui dans les détails. Il se nourrit des vides de nos raisonnements, de notre arrogance et de notre bêtise. Tout pouvait en effet être imaginé entre les palestiniens et les ultra-orthodoxes tant les confrontations sont visibles sur le terrain et pesantes au quotidien. Mais la tuerie du 10 août n'était pas prévisible telle qu'elle s'est passée. Là est la limite de nos raisonnements car nous n'arrivons plus à comprendre l'intensité des intérêts particuliers, tant nos analyses sont focalisés sur les intérêts généraux. Et comme nous avons beaucoup perdu le sens du terrain dans les analyses du risque, nous nous laissons emporter par les valeurs subjectives des analyses macro-politiques ou économiques véhiculées par les grands médias.

Derrière l'affaire des « *subprime* » il y a avant tout le problème des primes offertes par les banquiers aux financiers qui étaient chargés de vendre ces produits : rien n'arrête l'intérêt particulier surtout en logique spéculative. En Louisiane nombreux sont ceux qui incriminent le gouvernement local ou fédéral, mais la responsabilité première du désastre ne tient elle pas dans la décision des mêmes de construire sur des zones inondables pour avoir « vue sur mer ou sur le lac »? Dans beaucoup de situation les analystes inversent la charge de la responsabilité et posent la question du risque comme étant insupportable

pour celui qui fait prendre tous les risques à la collectivité. On finit par faire de l'irresponsable une victime qu'il faut indemniser et assister sachant que celle-ci refait immédiatement après un désastre ce qu'il ne faut surtout pas faire (ce qui est actuellement le cas à la Nouvelle-Orléans en matière de reconstruction malgré les enseignements de Katrina). Tout ceci aboutit aux dérives que nous connaissons sur le principe de précaution qui enferme victimes et assureurs dans le même cycle de perversité avec la bénédiction des politiques et des institutions en place qui trouvent dans cette culture de la peur un marché idéal pour contrôler et manipuler les consciences.

Sans aller très loin, il suffit d'observer ce qui se passe depuis quelques mois en Belgique pour voir combien il est difficile d'évaluer correctement une situation faite de contradictions, de paradoxes, de méprises, de défiances avec en toile de fond des contentieux historiques qui se réveillent comme de vieilles plaies au moindre dysfonctionnement collectif. Ce cas (qui fait sourire maints chroniqueurs) nous rappelle néanmoins que tout système, même très élaboré et certifié, doit toujours être évalué par rapport à son maillon le plus faible. Personne ne peut dire aujourd'hui ce qui va advenir de ce pays dans lequel sont localisés plusieurs centres de décision stratégiques au niveau international (l'OTAN, l'Union Européenne ...). Là aussi l'analyse des intérêts particuliers permet de comprendre les bases de la cacophonie actuelle et les risques réels de séparation du pays en deux entités indépendantes. Ce n'est pas de l'ordre du savoir avec ses dérivées de certitudes. Nous sommes là encore plus dans le domaine de l'intuition et des contingences liées aux pulsions des hommes. Mais ceci n'est pas vendable à une agence de notation. Finalement il n'y a rien de plus occulte que l'intérêt particulier, et rien de plus idéologique que l'intérêt général. Heureusement pour l'humanité qu'il y a quelque part entre les deux face à la complexité de la nature humaine cette « *foi qui sauve* » mais aussi des « *hommes de bonne volonté* » qui cultivent une aptitude et des convictions vitales !

Xavier Guilhou¹

Août 2007

¹ Président de XAG Conseil et auteur de « Quand la France réagira... » chez Eyrolles- Février 2007
www.xavierguilhou.com

